Parution d’un rapport du PNUE sur le rôle des forêts dans une "économie verte"

Communiqué du PNUE, 5 juin 2011

lundi 6 juin 2011

Delhi/Nairobi 5 Juin 2011 - Selon un rapport du Programme des Nations Unies pour l’environnement (PNUE), en investissant 40 milliards de dollars supplémentaires par an dans le secteur forestier, on pourrait diminuer la déforestation de moitié d’ici 2030, augmenter les plantations d’arbre de près de 140 pour cent d’ici 2050 et créer des millions d’emplois.

Soutenus par des politiques adéquates, de tels investissements (en hausse de deux tiers par rapport à ceux actuellement consacrés aux forêts) permettraient de séquestrer ou supprimer 28 pour cent du carbone de l’atmosphère et donc joueraient un rôle important dans la lutte contre l’évolution climatique.

Forests in a Green Economy : A Synthesis sort à l’occasion des célébrations de la Journée mondiale de l’environnement de cette année. Avec son thème, Forêts : La Nature à votre service, la JME met en valeur tous les services que les forêts rendent à l’humanité.

La JME 2011 se déroule pendant l’année internationale des forêts, consacrée, notamment, à l’importance de la forêt dans la transition vers une économie verte, pauvre en carbone et économes en ressources.

« *La JME 2011 est célébrée précisément 12 mois avant la Conférence Rio+20 au Brésil, l’année prochaine, où les délégués du monde entier vont tenter de trouver une réponse nouvelle et plus appropriée aux défis du développement durable du 21e siècle*, » a déclaré Achim Steiner, Secrétaire Général adjoint des Nations-Unies et Directeur exécutif du PNUE.

Il ajoute : « *selon l’initiative pour une économie verte, la forêt est l’un des dix principaux secteurs qui favorisera la transition vers un futur pauvre en carbone, économe en ressource et générateur d’emplois, si elle bénéfice d’investissements et de politiques prospectives.* »

Toujours selon M. Steiner, « *on observe déjà de nombreux signaux encourageants : la perte annuelle nette de forêts observée depuis 1990 a diminué, passant de huit millions à cinq millions d’hectares et, dans certaines régions, comme l’Asie, les Caraïbes et l’Europe, le couvert forestier a même augmenté au cours des vingt dernières années.* »

Le rapport montre aussi comment les régions boisées, notamment dans le cadre de projets d’agroforesterie dans les exploitations agricoles et les plantations ont augmenté de 3.6 millions d’hectares en 1990 contre près de cinq millions d’hectares en 2010.

Certaines associations, comme le WWF, inventorient les informations et les expériences de plantations qui augmentent la biodiversité et les services fournis par l’écosystème.

Dans la forêt pluviale atlantique brésilienne par exemple, on voit à quel point la plantation de nouvelles essences d’arbres favorise la création de zones tampon autour de forêts intactes et permet

leur régénérescence et leur restauration.

« *On note aussi un plus fort engagement du secteur privé en faveur de ces avoirs naturels et une mobilisation des villes et des communautés du monde entier dans la plantation d'arbres. Cependant, des mécanismes commerciaux d'un genre nouveau, comme le de REDD+ ou le paiement des services fournis par l'écosystème, voient le jour* », ajoute-t-il.

« *C'est lors de la JME que chacun peut agir pour les forêts et planter les bases d'une économie verte, alors que le monde cherche à accélérer, élargir et surtout appliquer les objectifs de Rio 2012.* »

Le rapport *The Forests in a Green Economy* présente aussi le travail de l'Économie des écosystèmes et de la biodiversité (TEEB), un partenariat élargi hébergé par le PNUE.

Cette étude montre que le capital naturel, notamment celui des forêts, peut représenter jusqu'à 90 pour cent du PIB des communautés rurales pauvres. L'Inde fait partie de la douzaine de pays qui ont traduit les résultats du TEEB dans leurs évaluations nationales, pour, ensuite, prendre en compte la valeur de la nature et de ses services dans la comptabilité nationale.

Elle indique aussi d'autres voies grâce auxquelles les gouvernements utilisent des politiques prospectives à l'échelle nationale qui peuvent catalyser certains instruments commerciaux, comme le crédit, la micro-finance, le fermage ou la certification.

– Par exemple, l'hôte des festivités de la journée mondiale de l'environnement de cette année, l'Inde, a récemment approuvé une initiative nationale qui vise à augmenter le couvert forestier de plus de cinq millions d'hectares, augmenter sa qualité sur cinq millions d'hectares supplémentaires et améliorer les principaux services fournis par l'écosystème des forêts, notamment hydrologiques. Ce nouveau Plan pour une Inde verte a pour objectif que les revenus de trois millions de ménages augmentent grâce aux forêts.
– Plus de 80 pour cent des 8 milliards de dollars prévus par la Loi sur la garantie de l'emploi rural, qui assure aux ménages ruraux indiens le paiement d'au moins cent jours de travail rémunérés, sont investis dans la conservation de l'eau, l'irrigation et le développement foncier. Cette politique a généré l'équivalent de trois milliards de journées ouvrées qui ont profité à près de 60 millions de ménages.

La transition verte passe par un investissement supplémentaire moyen de 40 milliards de dollars par an, soit 0,034 pour cent du PIB mondial, dans le secteur forestier, dont 15 milliards pour commencer en 2011, avec une augmentation progressive à environ 57 milliards d'ici 2050.

Des investissements biens pensés permettraient aussi la création d'emplois, de 25 millions aujourd'hui à 30 millions d'ici 2050.

Selon le rapport du PNUE, le Paiement pour services liés aux écosystèmes et la Réduction des émissions causées par le déboisement et la dégradation des forêts (REDD+) ont un rôle important à jouer pour que les secteurs privé et public investissent dans la forêt.

Le Paiement pour services liés aux écosystèmes est un programme d'échange volontaire qui vise à dédommager les propriétaires terriens pour les services de l'écosystème qu'ils fournissent à la société, tels que les réserves de carbone, la protection des bassins versants et la conservation de la biodiversité.

Le REDD+ reconnaît l'importance des forêts dans la séquestration de carbone par la conservation, la gestion durable des forêts et l'augmentation des réserves de carbone forestier. Ce mécanisme

soutient ces activités grâce à des transferts financiers entre les pays industrialisés et ceux en développement et entre les agences nationales, les communautés et les propriétaires.

Tous deux offrent de nouveaux moyens d'action publique et favorisent les financements publics, privés et mixtes si nécessaires. Par exemple :

– En Équateur, la municipalité de Pimampiro paie entre 6 et 12 USD par hectare et par an à un petit groupe d'agriculteurs pour qu'ils conservent la forêt et les pâturages naturels autour de la source d'eau qui alimente la ville ;
– La Norvège a conclu avec l'Amazon Fund au Brésil un partenariat d'un genre nouveau pour limiter la déforestation. En 2010, la Norvège a donné un milliard de dollars à l'Indonésie en échange de mesures négociées de lutte contre le déboisement et la dégradation des forêts. Conformément à cet accord, l'Indonésie a annoncé un moratoire de deux ans sur les nouveaux permis de coupes des forêts naturelles et les tourbières.

La valeur des services fournis par les forêts n'est pas limitée aux économies en développement. Selon une étude scientifique du Pembina Institute, les services fournis par les forêts boréales du Canada, y compris en matière de lutte contre les inondations, d'éradication des ravageurs par les oiseaux et la séquestration de carbone, représentent plus de 90 milliards de dollars par an.

Pour aller plus loin

Le rapport indique que la connaissance, la vision, des incitations et de nouveaux investissements sont nécessaires pour que les forêts contribuent pleinement à une économie verte, basée sur un nouveau paradigme économique.

L'économie verte « *dans le cadre d'un développement durable et de l'éradication de la pauvreté* » est aussi l'un des deux principaux thèmes qui seront traités l'année prochaine lors du sommet Rio+20 au Brésil.

Les secteurs public et privé ont un rôle important à jouer pour une transition rapide vers une économie verte. D'un côté, les gouvernements doivent mettre en œuvre des politiques et une aide technique qui incitent à investir dans les forêts.

D'autre part, les institutions financières et commerciales doivent, entre autres activités, financer des projets forestiers, évaluer les risques de façon indépendante et vérifiable et garantir ces risques.

Eduardo Rojas-Briales, Président du Partenariat collaboratif sur les forêts a déclaré : « *Les mesures d'incitation sociales, légales et institutionnelles sont indispensables à la gestion durable des ressources naturelles. Une utilisation optimale des terres, une étude approfondie des cycles de vie, la gestion des écosystèmes paysagers et la gouvernance sont les clés qui libéreront tout le potentiel des forêts pour la création d'une économie verte.* »

Il faut encore investir dans la création des capacités sur le terrain et le travail préparatoire, la poursuite de la mise en œuvre des mécanismes qui compensent les coûts d'opportunité, le reboisement et dans la protection des forêts.

Le rapport présente plusieurs exemples d'interventions politiques réussies qui illustrent les succès et les bénéfices d'une gestion durable des forêts :

– Au Costa Rica, de telles politiques ont entraîné une croissance économique et une forte augmentation du couvert forestier. En 1995, il était de 22 pour cent, contre 51 pour cent de la surface du pays en 2010.

– La gestion communautaire des forêts est le deuxième système de gestion forestière au Népal, où les forêts couvrent plus de 40 pour cent de la surface du pays. Grâce à elle, les ressources forestières du pays ont été restaurées et le couvert forestier qui diminuait de 1,9 pour cent par an dans les années 1990 s'est mis à augmenter d'1,35 pour cent par an entre 2000 et 2005.
– La restauration des mangroves naturelles du Vietnam, qui a coûté 1,1 million de dollars a permis d'économiser 7,4 millions de dollars sur l'entretien des digues.

Ces quelques exemples, choisis parmi de nombreux autres, illustrent les importants avantages socioéconomiques que procurent les forêts. Avec quelques investissements supplémentaires et réformes politiques, le secteur forestier peut être la base d'une économie verte pauvre en carbone, économe en ressources et socialement inclusive.

Copyright © Site de l'Association Adéquations - https://www.adequations.org/spip.php?article1642